

Les jeunes ne veulent plus du « capitalisme de copinage »

TUNISIE A Tataouine, la colère contre la corruption est à son comble

- Des jeunes de Tataouine bloquent une station de pompage d'un des principaux oléoducs tunisiens.
- Ils exigent une distribution plus équitable des revenus du pétrole.
- L'envoi de l'armée et de la Garde nationale - très vite retirées - ne les a pas fait reculer.

REPORTAGE
TATAOUINE, EL-KAMOUR
 DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Quasiment introuvable sur les cartes, El-Kamour a acquis en quelques semaines une renommée nationale, voire internationale. C'est que, dans les premiers arpens du Sahara, à plus de 600 kilomètres de la capitale, s'y est nouée une intrigue au cœur des fractures tunisiennes, dans un face-à-face insolite. D'un côté, les installations d'une station de recompression, protégée par un petit détachement militaire, située sur le parcours de l'oléoduc qui achemine le pétrole extrait à Borma, 300 kilomètres plus au sud, à la frontière algérienne, par une société italo-tunisienne, la Sitep. De l'autre, quelques dizaines de tentes où, depuis un mois, des jeunes de Tataouine, 130 kilomètres plus au nord, ont pris position pour faire pression sur le gouvernement dont ils exigent, depuis deux mois, des mesures crédibles pour l'emploi et le développement de la région.

Lacrymogènes et chevrotine

Après avoir, dans un premier temps, installé des sit-in dans toute la ville de Tataouine, puis bloqué l'entrée de la route empruntée par les camions et les travailleurs en direction de Borma, ils s'étaient déplacés quand les véhicules des sociétés pétrolières ont emprunté une route plus à l'ouest. Le 27 avril, le Premier ministre Youssef Chahed était venu annoncer une soixantaine de mesures, dont la contribution de 50 millions de dinars (18 millions d'euros) au développement régional financés par les revenus du pétrole, ainsi que l'ouverture de sièges des compagnies pétrolières à Tataouine. Mais cela n'a pas suffi pour combler le fossé.

Pour accroître la pression sur le gouvernement, les protestataires se sont installés à proximité de la station de pompage d'El-Kamour.

Après le discours de Beji Caïd Essebsi du 10 mai, dans lequel le chef de l'Etat annonçait le recours à l'armée pour protéger les outils de production menacés par les protestations qui ont gagné le sud du pays, la tension est montée de plusieurs crans à El Kamour, jusqu'à la confrontation avec la Garde nationale envoyée de Tunis pour disperser le campement.

Le lundi 22 mai, au milieu d'un déchaînement de grenades lacrymogènes et de tirs de chevrotine, Anouar Sekrafi, 23 ans, percuté par une voiture de la Garde nationale qui pourchassait les ma-

nifestants, était quasiment tué sur le coup. L'incident a provoqué une flambée de violence à Tataouine. Un mort et plusieurs dizaines de blessés, dont un grièvement par une grenade lacrymogène en plein visage, un bilan coûteux qui n'aura fait que durcir les positions.

Depuis, le détachement de la Garde nationale est reparti à Tunis, la police s'est retirée de Tataouine et la vanne de pétrole à l'entrée de la station d'El-Kamour est fermée. Les jeunes, eux, continuent de se relayer pour maintenir le campement, bien

décidés à poursuivre la mobilisation pendant le mois de jeûne de Ramadan, commencé depuis samedi. Un état d'esprit à l'image de leur slogan « Er'rakh lé ! », « On ne lâche rien ».

« Ils prennent tout ! »

« Les gens du nord nous regardent toujours avec mépris, s'insurge l'un des campeurs d'El-Kamour, Mohamed Soula, 24 ans, chômeur et diplômé (en informatique industrielle) comme plus de la moitié des diplômés de Tataouine. Les médias de Tunis parlent de nous comme de terroristes. Mais le drapeau que vous voyez au milieu du camp, ce n'est pas le drapeau de Daesh, c'est le drapeau tunisien ! Au sud, nous avons le pétrole, le gaz, le plâtre, le marbre... Ils prennent tout et ne donnent rien. Nous n'avons ni université, ni grand hôpital, ni entreprise.

Notre problème, c'est la famille Bouchamaoui [celle de Wided Bouchamaoui, dirigeante de l'Utica, la centrale patronale, NDLR]. Elle a mis la main sur le

pétrole et le gaz tunisien ! » Une domination qui s'exerce aussi sur les sociétés de services liées aux activités pétrolières, au détriment des entrepreneurs locaux dont les intérêts convergent avec les jeunes chômeurs.

« Le pétrole est une boîte noire. Nous exigeons aussi la transparence sur les contrats de concession et sur le nombre de barils produits, explique Tarek Saidi, secrétaire régional de l'enseignement primaire, affilié à l'UGTT, et membre du Mouvement du Peuple, un parti nationaliste arabe, qui affirme avoir rédigé les revendications du mouvement. Le problème, c'est que les jeunes n'ont plus confiance. Les trente-cinq accords conclus avec les différents gouvernements n'ont jamais été respectés. »

S'il semble aussi difficile de sortir de la confrontation, c'est qu'une nouvelle fois un vieil antagonisme tunisien reparait entre deux perceptions : l'une centrée sur le respect de l'Etat, menacé par l'indiscipline de tribus sédi-tieuses. L'autre, centrée sur la spoliation du peuple par une élite au pouvoir, inféodée à des intérêts étrangers. La question que posent les jeunes de Tataouine depuis leur camp d'El-Kamour, c'est de savoir si l'Etat sera assez habile pour défaire les rouages du « capitalisme de copinage » qui réserve les positions avantageuses aux mêmes familles depuis des décennies, pervertit l'action politique et entretient les tensions sociales. ■

THIERRY BRÉSILLON